

CHAPITRE IV. — *Sécurité d'existence*

Art. 5. Le montant journalier de l'allocation de sécurité d'existence est fixé au 1^{er} avril 1995 (sur la base de la moyenne quadrimestrielle de l'indice-santé de 117,63 points) à 165,85 F.

Art. 6. Les dispositions du chapitre IV, articles 11, 12, 13, 14, 16 et 17 de la convention collective de travail du 9 avril 1986 précitée, restent d'application.

Art. 7. Le nombre d'allocations de sécurité d'existence repris à l'article 5 de la convention collective de travail du 5 avril 1993, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de la sellerie, de la fabrication de courroies et d'articles industriels en cuir, concernant les conditions de travail et de rémunération, rendue obligatoire par arrêté royal du 23 mars 1994 (*Moniteur belge* du 3 mai 1994), est porté de 50 à 60 jours par année.

CHAPITRE V. — *Licenciement*

Art. 8. Les dispositions reprises au chapitre V, articles 19 et 20 de la convention collective de travail du 9 avril 1986 précitée, restent d'application.

Art. 9. Toutefois, en ce qui concerne l'intervention, le montant est porté de 50 à 60 et de 75 à 80.

CHAPITRE VI. — *Prime de fin d'année*

Art. 10. Les dispositions reprises au chapitre VII, article 22 de la convention collective de travail du 9 avril 1986 précitée, sont confirmées.

CHAPITRE VII. — *Prime syndicale*

Art. 11. Le montant de la prime syndicale annuelle reste fixé à 3 000 F pour les exercices 1995 et 1996.

Art. 12. Il sera porté à 3 500 F à partir du 1^{er} janvier 1997.

CHAPITRE VIII. — *Durée de la convention*

Art. 13. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 1995 et elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties par lettre recommandée adressée au président de la sous-commission paritaire de la sellerie, de la fabrication de courroies et d'articles industriels en cuir, moyennant un délai de préavis de trois mois au moins prenant cours au plus tôt le 1^{er} octobre 1996.

CHAPITRE IX. — *Paix sociale*

Art. 14. Pendant toute la durée de la présente convention collective de travail, les clauses existantes en matière de paix sociale seront intégralement applicables.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 2 juin 1997.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

HOOFDSTUK IV. — *Bestaanszekerheid*

Art. 5. Het dagelijkse bedrag van de bestaanszekerheidsuitkering is op 1 april 1995 vastgesteld (op basis van de viermaandelijke gezondheidsindex van 117,63 punten) op 165,85 F.

Art. 6. De bepalingen vervat in hoofdstuk IV, artikelen 11, 12, 13, 14, 16 en 17 van voormelde collectieve arbeidsovereenkomst van 9 april 1986, blijven van toepassing.

Art. 7. Het aantal dagen bestaanszekerheidsuitkering, vervat in artikel 5 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 april 1993, gesloten in het Paritair Subcomité voor de zadelmakerij, de vervaardiging van riemen en industriële artikelen in leder, betreffende de loonen arbeidsvoorwaarden, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 23 maart 1994 (*Belgisch Staatsblad* van 3 mei 1994) wordt van 50 op 60 gebracht per jaar.

HOOFDSTUK V. — *Ontslag*

Art. 8. De bepalingen vervat in hoofdstuk V, artikelen 19 en 20 van voormelde collectieve arbeidsovereenkomst van 9 april 1986, blijven van toepassing.

Art. 9. Evenwel, wat de tussenkomst betreft, wordt het bedrag van 50 op 60 en van 75 op 80 gebracht.

HOOFDSTUK VI. — *Eindejaarspremie*

Art. 10. De bepalingen vervat in hoofdstuk VII, artikel 22 van voormelde collectieve arbeidsovereenkomst van 9 april 1986 worden bevestigd.

HOOFDSTUK VII. — *Premie aan de georganiseerden*

Art. 11. Het bedrag van de jaarlijkse premie aan de georganiseerden wordt gehandhaafd op 3 000 F voor de jaren 1995 en 1996.

Art. 12. Het zal worden gebracht op 3 500 F vanaf 1 januari 1997.

HOOFDSTUK VIII. — *Duur van de overeenkomst*

Art. 13. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1995 en is gesloten voor onbepaalde tijd.

Zij kan worden opgezegd door elk van de partijen bij aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de zadelmakerij, de vervaardiging van riemen en industriële artikelen in leder, mits een opzeggingstermijn van ten minste drie maanden wordt betekend die op zijn vroegst ingaat op 1 oktober 1996.

HOOFDSTUK IX. — *Sociale vrede*

Art. 14. Tijdens de volledige duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst zijn de bestaande clausules inzake sociale vrede volledig toepasselijk.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 2 juni 1997.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 97 — 1640

[C — 97/27412]

3 JUILLET 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Titre III du Règlement général pour la protection du travail en ce qui concerne les contrôles des dépôts de liquides inflammables, visant à autoriser le contrôle d'étanchéité par ultrasons

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 5 mai 1888 relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et à la surveillance des machines et chaudières à vapeur, modifiée par les lois des 22 juillet 1974 et 22 décembre 1989;

Vu le Règlement général pour la protection du travail, approuvé par les arrêtés du Régent du 11 février 1946 et du 27 septembre 1947, notamment les articles 575 à 634 du Titre III;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 30 avril 1997 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant qu'est apparue une nouvelle technique de contrôle d'étanchéité de réservoirs enfouis aussi efficace que celle qui consiste en une épreuve d'étanchéité effectuée à l'aide d'un liquide sous pression de 1 kg/cm²;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. L'intitulé du paragraphe 2 de la section IX du chapitre II du Titre III du Règlement général pour la protection du travail approuvé par l'arrêté du Régent du 27 septembre 1947 est remplacé par l'intitulé suivant :

« § II. Dépôts de liquides inflammables dont le point d'éclair est inférieur ou égal à 50 °C. ».

Art. 2. L'article 590 du même Règlement général est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 590. § 1^{er}. Préalablement à la mise en place, les réservoirs sont soumis à une épreuve hydraulique sous une pression de 3 kg/cm² destinée à vérifier l'absence de fissures, de défaut d'étanchéité et de déformation permanente.

§ 2. Tous les dix ans, les réservoirs enfouis à simple paroi sont soumis à une épreuve d'étanchéité effectuée à l'aide d'un liquide sous une pression de 1 kg/cm² ou à un contrôle d'étanchéité par ultrasons.

La périodicité de dix ans est comptée à partir de la date de l'arrêté d'autorisation d'exploiter ou de celle du dernier contrôle effectué.

§ 3. L'épreuve d'étanchéité effectuée à l'aide d'un liquide sous une pression de 1 kg/cm², ne peut pas être effectuée pour les réservoirs placés dans des sols présentant des caractères de corrosivité pour le métal ou placés à proximité d'installations électriques générant des courants vagabonds, sauf si les réservoirs ont été préalablement vidés de toute matière inflammable.

§ 4. Le contrôle d'étanchéité par ultrasons consiste à recueillir et à amplifier les vibrations ultrasonores générées par le passage d'eau ou d'air à travers un trou de la paroi du réservoir, suite à la mise en dépression du réservoir, au moyen de deux capteurs à ultrasons, l'un dans le liquide, l'autre au-dessus du niveau du liquide.

§ 5. Le contrôle d'étanchéité par ultrasons s'effectue suivant les prescriptions suivantes :

1° les capteurs à ultrasons sont à sécurité intrinsèque lorsqu'ils sont utilisés pour le contrôle de réservoirs contenant ou ayant contenu des liquides inflammables dont le point d'éclair est inférieur ou égal à 50 °C. Ils sont installés en conformité avec les exigences spécifiées dans les certificats. Les certificats d'essai sont à disposition des fonctionnaires chargés de la surveillance;

2° la connexion entre les capteurs et l'appareillage de traitement de signal électronique est protégée par un interface antidéflagrant avec prise de terre, lorsque les capteurs sont utilisés pour le contrôle de réservoirs contenant ou ayant contenu des liquides inflammables dont le point d'éclair est inférieur ou égal à 50 °C;

3° les tuyauteries d'aspiration et de refoulement des vapeurs sont munies de coupe-flammes;

4° tous les équipements (pompe à vide, moteur,...) sont du type antidéflagrant lorsqu'ils sont utilisés pour le contrôle de réservoirs contenant ou ayant contenu des liquides inflammables dont le point d'éclair est inférieur ou égal à 50 °C; ils répondent aux normes de sécurité;

5° le dispositif de mise à vide du réservoir est muni :

a) d'un dépressiomètre à cadran avec une aiguille rouge libre indiquant la dépression maximum à ne pas dépasser et bien visible du technicien;

b) d'un manostat arrêtant automatiquement le dispositif de mise à vide dès que la valeur de la dépression atteint la valeur de la dépression maximum admissible;

6° un dispositif adéquat est utilisé pour détecter la présence d'eau au fond des réservoirs. La présence d'eau est vérifiée avant chaque contrôle des réservoirs : le technicien qui a procédé au contrôle signale à l'exploitant la présence d'eau dans le réservoir et l'informe du risque de corrosion qu'elle présente;

7° la valeur de la dépression maximale ne peut être supérieure à 25 kPa.

La valeur exacte de la dépression est déterminée pour éviter l'ébullition du liquide inflammable à la température d'essai existante et en fonction du risque d'implosion du réservoir en tenant compte de la géométrie du réservoir, de la nature des parois (métal ou plastique), de l'épaisseur réelle des parois (amoindrie par la corrosion dans le cas de réservoirs métalliques vétustes);

8° le dispositif de mise à vide fonctionne à l'air libre et est situé à au moins 3 mètres du trou d'homme du réservoir;

9° les vapeurs des liquides inflammables sont récupérées dans un réservoir approprié ou rejetées à l'air libre. Dans ce dernier cas, l'orifice d'évacuation des vapeurs est placé verticalement et débouche à une hauteur d'au moins 3 mètres;

10° il est strictement interdit de fumer ou de produire du feu dans la zone de contrôle et à proximité de l'orifice d'évacuation des vapeurs.

Des panneaux lisibles conformes à l'article 54quinquies du Titre II du Règlement général pour la protection du travail sont placés pour indiquer ces interdictions et pour indiquer qu'un réservoir de liquides inflammables est en cours de contrôle;

11° les outils utilisés pour le montage et le démontage de l'installation ne peuvent en aucun cas produire des étincelles;

12° le technicien possède, à portée de main, un extincteur à poudre de 6 kg minimum. »

§ 6. Si l'épreuve d'étanchéité ou le contrôle d'étanchéité par ultrasons permet de conclure à un défaut d'étanchéité des parois du réservoir, l'exploitant et le technicien doivent en avvertir immédiatement le bourgmestre et le fonctionnaire chargé de la surveillance.

Art. 3. L'article 591 du même Règlement général est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 591. § 1^{er}. Les réservoirs seront recouverts de deux couches au moins d'une peinture antirouille, afin de les protéger contre l'oxydation.

Avant la mise en place, les réservoirs sont soumis à une épreuve hydraulique sous une pression de 1 kg/cm² destinée à vérifier l'absence de fissures, de défaut d'étanchéité et de déformation permanente.

§ 2. Tous les dix ans, les réservoirs à simple paroi, placés dans une fosse remblayée, sont soumis à une épreuve d'étanchéité effectuée à l'aide d'un liquide sous pression de 1 kg/cm² ou à un contrôle d'étanchéité par ultrasons tel que précisé à l'article 590. La périodicité de dix ans est comptée à partir de la date de l'arrêté d'autorisation d'exploiter. »

Art. 4. Un paragraphe *Ibis*, intitulé comme suit et comprenant les articles 634ter/1 à 634ter/3 est inséré dans le même Règlement général :

« § *Ibis*. Dépôts de liquides inflammables dont le point d'éclair est supérieur à 50 °C et inférieur ou égal à 100 °C ».

Art. 634ter/1. Les dispositions du présent paragraphe sont applicables aux dépôts rangés parmi les établissements dangereux, insalubres ou incommodes de liquides inflammables dont le point d'éclair déterminé en vase fermé d'après les normes NBN 52017 et 52075 est supérieur à 50 °C et inférieur ou égal à 100 °C.

Art. 634ter/2. Les réservoirs destinés à être enfouis ou placés en fosse doivent être construits en tôle ou en plastique conformément aux dispositions réglementaires, aux normes belges en vigueur relatives à leur construction ou aux règles de l'art équivalentes. Leur transport, mise en place et raccordement sont effectués conformément aux dispositions réglementaires, aux normes belges en vigueur ou aux règles de l'art équivalentes. S'ils sont destinés à être enfouis, les réservoirs en plastique doivent être en plastique thermodurcissable renforcé.

Art. 634ter/3. § 1^{er}. Préalablement à la mise en place, les réservoirs métalliques destinés à être enfouis ou placés en fosse sont soumis à une épreuve d'étanchéité sous pression de 3 kg/cm² destinée à vérifier l'absence de fissures, de défaut d'étanchéité et de déformation permanente.

§ 2. Préalablement à la mise en place, les réservoirs en plastique thermodurcissable renforcé destinés à être enfouis ou placés en fosse sont soumis à une épreuve d'étanchéité sous pression minimale de 1 kg/cm² destinée à vérifier l'absence de fissures, de défaut d'étanchéité et de déformation permanente.

§ 3. Tous les dix ans, les réservoirs à simple paroi qui sont enfouis ou placés dans une fosse remblayée sont soumis :

— soit à une épreuve d'étanchéité effectuée à l'aide d'un liquide sous pression de 1 kg/cm² pour les réservoirs métalliques et 0,3 kg/cm² pour les réservoirs en plastique thermodurcissable renforcé;

— soit à un contrôle d'étanchéité par ultrasons tel que précisé à l'article 590, § 4 et § 5.

Chaque période de dix ans se calcule à partir de la date de l'arrêté d'autorisation d'exploiter ou de celle du dernier contrôle effectué.

Art. 634ter/4. Les épreuves d'étanchéité dont il est question à l'article 634ter/3 du présent paragraphe sont effectués par des techniciens qui disposent d'un outillage approprié. Ces épreuves et essais donnent lieu à la rédaction de procès-verbaux dans lesquels se trouvent consignés la date, les conditions et les résultats de l'opération. Ces documents sont remis à l'utilisateur, qui les tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Dispositions transitoires.

Les réservoirs autorisés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et qui n'ont pas fait l'objet de contrôle depuis plus de dix ans à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, font l'objet des contrôles prévus aux articles 2, 3 et 4 dans l'année qui suit l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les réservoirs de classe 2 non destinés à la distribution de carburants (titre I du Règlement général pour la protection du travail) qui ont été autorisés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et qui n'ont pas fait l'objet de contrôle depuis plus de dix ans à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté font l'objet des contrôles prévus aux articles 2, 3 et 4 dans les trois ans qui suivent l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 7. Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 juillet 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 97 — 1640

[C — 97/27412]

3. JULI 1997 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung von Titel III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung bezüglich der Überprüfung der Lager für entzündbare Flüssigkeiten, mit dem Zweck, die Dichtheitsprüfung per Ultraschall zu genehmigen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 5. Mai 1888 über die Inspektion der gefährlichen, gesundheitsschädlichen oder lästigen Einrichtungen und über die Überwachung der Dampfmaschinen und -kessel in seiner durch die Gesetze vom 22. Juli 1974 und vom 22. Dezember 1989 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der durch die Regentenerlasse vom 11. Februar 1946 und vom 27. September 1947 genehmigten Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, insbesondere der Artikel 575 bis 634 des Titels III;

Aufgrund des am 30. April 1997 in Anwendung von Artikel 84 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

In der Erwägung, daß eine neue Technik zur Dichtheitsprüfung der eingegrabenen Behälter entwickelt wurde, die ebenso wirksam ist wie jene Methode, bei der eine Flüssigkeit mit einem Druck von 1 Kg/cm² benutzt wird;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Überschrift von Titel III, Kapitel II, Abschnitt IX, Paragraph 2 der durch den Regentenerlaß vom 27. September 1947 genehmigten Allgemeinen Arbeitsschutzordnung wird durch folgende Überschrift ersetzt:

« § II. Lagerung von entzündbaren Flüssigkeiten mit einem Flammpunkt von höchstens 50 °C. ».

Art. 2 - Artikel 590 der genannten Allgemeinen Ordnung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 590. § 1. Vor ihrer Installation werden die Behälter einer Hydraulikprüfung mit einem Druck von 3 Kg/cm² unterzogen, um zu überprüfen, daß keine Risse, keine Dichtheitsmängel und keine bleibenden Verformungen auftreten.

§ 2. Alle zehn Jahre werden die eingegrabenen einwandigen Behälter einer Dichtheitsprüfung unterzogen, bei der entweder eine Flüssigkeit mit einem Druck von 1 Kg/cm² oder eine Ultraschallmethode angewandt wird.

Die Dauer von zehn Jahren beginnt ab dem Datum, an dem der Erlaß zur Betriebszulassung verabschiedet wurde, oder ab dem Datum der letzten Prüfung.

§ 3. Die anhand einer Flüssigkeit mit einem Druck von 1 Kg/cm² durchgeführte Dichtheitsprüfung kann nicht bei jenen Behältern angewandt werden, deren Eingrabbungsstandort eine korrodierende Wirkung auf das Metall hat oder die in der Nähe von elektrischen Anlagen stehen, die einen elektrischen Streustrom verursachen, es sei denn, alle entzündbaren Substanzen sind vorher aus diesen Behältern entfernt worden.

§ 4. Die Dichtheitsprüfung per Ultraschall besteht darin, die Ultraschallschwingungen, die verursacht werden, wenn der Behälter in Unterdruck gebracht wird und dadurch Wasser oder Luft durch ein Leck in der Behälterwand fließt, anhand von zwei Ultraschallmessern, von denen einer in die Flüssigkeit eingetaucht wird und der andere sich an der Wasseroberfläche befindet, aufzufangen und zu verstärken.

§ 5. Die Dichtheitsprüfung per Ultraschall wird unter Beachtung der nachfolgend angeführten Vorschriften durchgeführt:

1° Bei der Überprüfung von Behältern, die entzündbare Flüssigkeiten mit einem Flammpunkt von höchstens 50 °C enthalten oder enthalten haben, werden eigensichere Ultraschallmesser benutzt. Sie werden gemäß den in den Prüfbescheinigungen festgelegten Anforderungen angebracht. Die Prüfbescheinigungen stehen den mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung;

2° Werden Behälter überprüft, die entzündbare Flüssigkeiten mit einem Flammpunkt von höchstens 50 °C enthalten oder enthalten haben, wird die Verbindung zwischen den Messern und der Anlage zur Analyse des elektronischen Signals durch eine explosionsgeschützte Schnittstelle mit Erdleiter geschützt;

3° Die Leitungen für das An- und Absaugen der Dämpfe werden mit einer Flammensperre ausgerüstet;

4° Bei der Überprüfung von Behältern, die entzündbare Flüssigkeiten mit einem Flammpunkt von höchstens 50 °C enthalten oder enthalten haben, werden ausschließlich explosionsgeschützte Ausrüstungen (Vakuumpumpe, Motor,...) verwendet; diese entsprechen außerdem den Sicherheitsvorschriften;

5° die Vorrichtung zum Abpumpen der Luft aus dem Behälter verfügt über:

a) einen an einer für den Techniker gut sichtbaren Stelle angebrachten Unterdruckmesser, dessen Zifferblatt einen roten Pfeil hat, der den nicht zu überschreitenden maximalen Unterdruck anzeigt;

b) einen Druckschalter, der automatisch die Abpumpvorrichtung ausschaltet, sobald der Unterdruckwert den zulässigen Höchstwert des Unterdrucks erreicht;

6° um die Präsenz von Wasser auf dem Boden der Behälter festzustellen ist eine angemessene Vorrichtung zu benutzen. Vor jeder Überprüfung der Behälter ist zu kontrollieren, ob sie Wasser beinhalten : der Techniker, der die Überprüfung durchgeführt hat, informiert den Betreiber über die Präsenz von Wasser im Behälter und weist in auf die damit verbundene Korrosionsgefahr hin;

7° der Höchstwert des Unterdrucks darf 25 kPa nicht übersteigen.

Um zu verhindern, daß der Siedepunkt der entzündbaren Flüssigkeit bei der während der Überprüfung vorherrschenden Temperatur erreicht wird und unter Berücksichtigung der Implosionsgefahr des Behälters wird der genaue Wert des Unterdrucks bestimmt. Dabei wird die Geometrie des Behälters, die Art der Wände (Metall oder Kunststoff) und die tatsächliche Stärke der Wände (verringert durch die Korrosion bei veralteten Metallbehältern) berücksichtigt;

8° die Abpumpvorrichtung funktioniert im Freien und befindet sich mindestens drei Meter über der Einsteigöffnung des Behälters;

9° die Dämpfe der entzündbaren Flüssigkeiten werden in einem angemessenen Behälter aufgefangen oder in die Atmosphäre abgelassen. In diesem letzten Fall wird das Rohr für das Ablassen der Dämpfe senkrecht angebracht und die Öffnung befindet sich mindestens drei Meter über dem Boden;

10° es ist strengstens verboten, in der Kontrollzone und in der Nähe der Öffnung, durch die der Dampf entweicht, zu rauchen oder ein Feuer zu entzünden.

Schilder, die den Vorschriften von Artikel 54quinquies von Titel II der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung entsprechen, werden angebracht, um auf diese Verbote aufmerksam zu machen und darauf hinzuweisen, daß die Überprüfung eines Behälters für entzündbare Flüssigkeiten durchgeführt wird;

11° die für den Aufbau und den Abbau der Prüfeinrichtung benutzten Werkzeuge dürfen in keinem Fall Funken verursachen;

12° der Techniker verfügt über einen Trockenlöscher von wenigstens 6 Kg in Reichweite. »

§ 6. Wenn die Dichtheitsprüfung per Wasserdruck oder per Ultraschall auf einen Dichtheitsmangel der Wände des Behälters schließen läßt sind der Betreiber und der Techniker verpflichtet, den Bürgermeister und den mit der Überwachung beauftragten Beamten unverzüglich darüber zu informieren.

Art. 3 - Artikel 591 der genannten Allgemeinen Ordnung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 591. § 1. Die Behälter werden mit mindestens zwei Schichten einer Rostschutzfarbe angestrichen, um sie gegen Oxydation zu schützen.

Bevor die Behälter installiert werden, werden sie einer Wasserdruckprobe mit einem Druck von 1 Kg/cm² unterzogen, um zu überprüfen, daß keine Risse, keine Dichtheitsmängel und keine bleibenden Verformungen auftreten.

§ 2. Alle zehn Jahre werden die in einer angefüllten Grube eingegrabenen einwandigen Behälter einer Dichtheitsprüfung unterzogen, bei der entweder eine Flüssigkeit mit einem Druck von 1 Kg/cm² oder die in Artikel 590 erläuterte Ultraschallmethode angewandt wird.

Die Dauer von zehn Jahren beginnt ab dem Datum, an dem der Erlaß zur Betriebszulassung verabschiedet wurde. »

Art. 4 - In die genannte Allgemeine Arbeitsschutzordnung wird ein Paragraph *Ibis* eingefügt, der die Artikel 634ter/1 bis 634ter/3 umfaßt und dessen Überschrift folgendermaßen lautet:

« § II. Lagerung von entzündbaren flüssigkeiten mit einem Flammpunkt von von über 50 °C und von höchstens 100 °C. ».

Art. 634ter/1. Die Bestimmungen des vorliegenden Paragraphen sind anwendbar auf jene Lager, die in die gefährlichen, gesundheitsschädlichen oder lästigen Einrichtungen für entzündbare Flüssigkeiten eingestuft sind, deren Flammpunkt in geschlossenem Tiegel gemäß den Normen NBN 52017 und 52025 über 50 °C liegt und höchstens 100 °C erreicht.

Art. 634ter/2. Die für die Eingrabung oder die Versenkung in eine Grube vorgesehenen Behälter sind aus Blech oder Kunststoff herzustellen, gemäß den vorschriftsmäßigen Bestimmungen, gemäß den geltenden belgischen Normen für ihre Herstellung oder nach den entsprechenden Regeln der Kunst. Der Transport, die Installation und der Anschluß dieser Behälter sind ebenfalls gemäß den vorschriftsmäßigen Bestimmungen, gemäß den geltenden belgischen Normen für ihre Herstellung oder nach den entsprechenden Regeln der Kunst durchzuführen. Wenn sie für die Eingrabung vorgesehen sind, ist bei Kunststoffbehältern verstärkter wärmehärtender Kunststoff zu verwenden.

Art. 634ter/3. § 1. Vor ihrer Installation werden die Metallbehälter, die für eine Eingrabung oder eine Versenkung in eine Grube vorgesehen sind, einer Dichtheitsprüfung mit einem Druck von 3 Kg/cm² unterzogen, um zu überprüfen, daß keine Risse, keine Dichtheitsmängel und keine bleibenden Verformungen auftreten.

§ 2. Vor ihrer Installation werden die Behälter aus wärmehärtendem Kunststoff, die für eine Eingrabung oder eine Versenkung in eine Grube vorgesehen sind, einer Dichtheitsprüfung mit einem Druck von mindestens 1 Kg/cm² unterzogen, um zu überprüfen, daß keine Risse, keine Dichtheitsmängel und keine bleibenden Verformungen auftreten.

§ 3. Alle zehn Jahre werden die eingegrabenen oder in einer Grube versenkten einwandigen Behälter folgenden Kontrollen unterzogen:

- entweder eine Dichtheitsprüfung anhand einer Flüssigkeit mit einem Druck von 1 Kg/cm² für die Metallbehälter und 0,3 Kg/cm² für Behälter aus verstärktem wärmehärtenden Kunststoff,

- oder eine Dichtheitsprüfung per Ultraschall gemäß den Erläuterungen von Artikel 590 §§ 4 und 5.

Die Zeitrechnung für jede Periode von zehn Jahren beginnt ab dem Datum, an dem der Erlaß zur Betriebszulassung verabschiedet wurde, oder ab dem Datum der letzten Prüfung.

Art. 634ter/4. Die in Artikel 634ter/3 des vorliegenden Paragraphen angeführten Dichtheitsprüfungen werden von Technikern ausgeführt, die über das angemessene Material verfügen. Im Anschluß an diese Prüfungen und Tests werden Prüfungsprotokolle verfaßt, die das Datum, die Bedingungen und die Prüfergebnisse beinhalten. Diese Dokumente werden dem Betreiber ausgehändigt, der sie für den mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung hält.

Art. 5 - Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 6 - Übergangsbestimmungen

Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses genehmigten Behälter, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses seit mehr als zehn Jahren nicht mehr überprüft worden sind, werden im Laufe des Jahres nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses gemäß Artikel 2 3 und 4 überprüft werden.

In Abweichung des vorangeführten Absatzes werden die nicht für die Verteilung von Ottokraftstoff (Titel I der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung) bestimmten und vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses genehmigten Behälter der Klasse 2, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses seit mehr als zehn Jahren nicht mehr überprüft worden sind, innerhalb von drei Jahren nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses gemäß Artikel 2, 3 und 4 überprüft werden.

Art. 7 - Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. Juli 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 97 — 1640

[C — 97/27412]

3 JULI 1997. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van Titel III van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming ten einde het ultrasoon dichtheidsonderzoek van de opslagruimtes voor ontvlambare vloeistoffen toe te laten

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 5 mei 1888 betreffende het toezicht op de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen, en op de stoomtuigen en stoomketels, gewijzigd bij de wetten van 22 juli 1974 en 22 december 1989;

Gelet op het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming, goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947, inzonderheid op de artikelen 575 à 634 van Titel III;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 30 april 1997, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat voor het dichtheidsonderzoek van ingegraven houders een nieuwe techniek bestaat die even efficiënt is als de dichtheidsproef d.m.v. een vloeistof onder de drukking van 1 kg/cm²;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Het opschrift van § 2, afdeling IX, hoofdstuk II, Titel III van het bij het besluit van de Regent van 27 september 1947 goedgekeurde Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming wordt vervangen als volgt :

« § II. Opslag van ontvlambare vloeistoffen met een vlampunt van hoogstens 50 °C ».

Art. 2. Artikel 590 van hetzelfde Algemeen Reglement wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 590. § 1. Vóór hun installatie ondergaan de houders een waterdrukproef onder de drukking van 3 kg/cm² om na te gaan of ze daarna geen scheuren, dichtheidsgebreken en blijvende vervormingen vertonen.

§ 2. De ingegraven houders met één enkele wand worden om de tien jaar onderworpen aan een dichtheidsproef d.m.v. een vloeistof onder de drukking van 1 kg/cm² of aan een ultrasoon dichtheidsonderzoek.

De periodes van tien jaar lopen vanaf de datum van het besluit tot toekenning van de exploitatievergunning of van de laatste controle.

§ 3. Houders die geplaatst zijn in gronden met een corrosieve werking op metaal of in de nabijheid van elektrische installaties die zwerfstromen veroorzaken, mogen niet onderworpen worden aan de dichtheidsproef d.m.v. een vloeistof onder de drukking van 1 kg/cm², tenzij ze eerst van elke ontvlambare stof zijn ontdaan.

§ 4. Het ultrasoon dichtheidsonderzoek bestaat in de opvang en de amplificatie van de ultrasone trillingen die veroorzaakt worden door de water- of luchtdoorlaat via een opening in de wand van de houder, wanneer hij in onderdruk wordt gebracht. De trillingen worden opgevangen en geamplifieerd d.m.v. twee ultrasone opnemers, de ene in de vloeistof, de andere boven de vloeistofspiegel.

§ 5. De ultrasone dichtheidsproef wordt volgens de volgende voorschriften uitgevoerd :

1° de ultrasone opnemers zijn intrinsiek veilig wanneer ze worden gebruikt voor de controle op houders die ontvlambare vloeistoffen met een vlampunt van hoogstens 50 °C bevatten of hebben bevat. Ze worden geïnstalleerd met inachtneming van de vereisten die in de certificaten gespecificeerd worden. De beproevingscertificaten liggen tot de beschikking van de met het toezicht belaste ambtenaren;

2° de verbinding tussen de opnemers en de apparatuur voor de analyse van het elektronische signaal is beschermd door een explosie veilig scheidingsvlak met aardsysteem, wanneer de opnemers worden gebruikt voor de controle op houders die ontvlambare vloeistoffen met een vlampunt van hoogstens 50 °C bevatten of hebben bevat;

3° de leidingen voor het zuigen en persen van dampen zijn met brandpluggen uitgerust;

4° alle uitrustingen (vacuümpomp, motor,...) zijn explosie veilig wanneer ze worden gebruikt voor de controle op houders die ontvlambare vloeistoffen met een vlampunt van hoogstens 50 °C bevatten of hebben bevat; zij voldoen aan de veiligheidsnormen;

5° de vacuümpomp bestaat uit :

a) een voor de technicus goed zichtbare vacuümmeter met een vrije rode wijzer heeft, die de niet te overschrijden maximale onderdruk aangeeft;

b) een drukregelaar die de vacuümpomp automatisch uitschakelt, zodra de onderdrukwaarde de toegelaten maximale onderdruk bereikt;

6° om de aanwezigheid van water op de bodem van de houders op te sporen wordt een geschikt toestel gebruikt. Vóór elke controle wordt nagegaan of de houders water bevatten : de technicus die de controle heeft uitgevoerd, laat de exploitant weten dat de houder water bevat en waarschuwt hem voor corrosiegevaar;

7° de waarde van de maximale onderdruk mag niet hoger zijn dan 25 kPa.

De juiste waarde van de onderdruk wordt vastgesteld om te voorkomen dat de ontvlambare vloeistof haar kookpunt bereikt bij de tijdens de proef heersende temperatuur en naar gelang het implosiegevaar van de houder. Hierbij wordt rekening gehouden met de geometrie van de houder, de aard van de wanden (metaal of kunststof), de werkelijke wanddikte (door corrosie afgenomen in geval van verouderde metaalhouders);

8° de vacuümpomp werkt in de open lucht en bevindt zich op minstens 3 meter van het mangat van de houder;

9° de dampen van de ontvlambare vloeistoffen worden in een geschikte houder gerecupereerd of in de open lucht weggeperst. In dit geval wordt de leiding voor het weg persen van de dampen loodrecht aangebracht en bevindt de uitlaatopening zich op een hoogte van minstens 3 meter boven de grond;

10° het is streng verboden te roken of vuur te stoken in de controlezone of bij de uitlaatopening.

Om attent te maken op deze verboden en op het feit dat een houder met ontvlambare vloeistoffen een controle ondergaat, worden leesbare borden aangebracht, die moeten beantwoorden aan de voorschriften van artikel 54*quinquies* van Titel II van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming;

11° de voor het monteren en demonteren van de installatie gebruikte gereedschappen mogen in geen enkel geval vonken veroorzaken;

12° de technicus beschikt binnen handbereik over een poederblusser van minimum 6 kg. »

§ 6. Indien de dichtheidsproef of het ultrasoon dichtheidsonderzoek wijst op een gebrekkige dichtheid van de wanden van de houder, moeten de exploitant en de technicus de burgemeester of de met het toezicht belaste ambtenaar onmiddellijk verwittigen.

Art. 3. Artikel 591 van hetzelfde Algemeen Reglement wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 591. § 1. De houders moeten met ten minste twee lagen roestwerende verf bedekt worden om oxydatie te voorkomen. Vóór hun installatie ondergaan ze een waterdrukproef onder de drukking van 1 kg/cm² om na te gaan of ze daarna geen scheuren, dichtheidsgebreken en blijvende vervormingen vertonen.

§ 2. De in een aangevulde groeve geplaatste houders met één enkele wand ondergaan om de tien jaar een dichtheidsproef d.m.v. een vloeistof onder de drukking van 1 kg/cm² of een ultrasoon dichtheidsonderzoek, zoals bepaald in artikel 590. De periodes van tien jaar lopen vanaf de datum van het besluit tot toekenning van de exploitatievergunning. »

Art. 4. In hetzelfde Algemeen Reglement wordt een als volgt betitelde paragraaf § IIbis ingevoegd, die de artikelen 634ter/1 à 634ter/3 bevat :

« § IIbis. Opslag van ontvlambare vloeistoffen met een vlampunt van meer dan 50° C en van hoogstens 100 °C ».

Art. 634ter/1. De bepalingen van deze paragraaf zijn van toepassing op de opslagplaatsen die ingedeeld zijn onder de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen van ontvlambare vloeistoffen waarvan het vlampunt in gesloten vat volgens de normen NBN 52017 en 52075 tussen 50 °C en hoogstens 100 °C ligt.

Art. 634ter/2. De houders die ingegraven of in een groeve geplaatst zullen worden, moeten uit plaat of kunststof vervaardigd zijn, overeenkomstig de reglementaire bepalingen, de vigerende Belgische normen m.b.t. hun vervaardiging en de desbetreffende regels van de kunst.

Het vervoer, de installatie en de aansluiting van deze houders worden uitgevoerd overeenkomstig de reglementaire bepalingen, de vigerende Belgische normen m.b.t. hun vervaardiging en de desbetreffende regels van de kunst. Als ze voor ingraving bestemd zijn, moeten de houders vervaardigd zijn uit versterkte warmhardende kunststof.

Art. 634ter/3. § 1. Vóór hun installatie ondergaan de metaalhouders die ingegraven of in een groeve geplaatst moeten worden, een dichtheidsproef onder de drukking van 3 kg/cm² om na te gaan of ze daarna geen scheuren, dichtheidsgebreken en blijvende vervormingen vertonen.

§ 2. Vóór hun installatie ondergaan de uit versterkte warmhardende kunststof vervaardigde houders, die ingegraven of in een groeve geplaatst moeten worden, een dichtheidsproef onder de minimale drukking van 1 kg/cm² om na te gaan of ze daarna geen scheuren, dichtheidsgebreken en blijvende vervormingen vertonen.

§ 3. Houders met één enkele wand die ingegraven of in een aangevulde groeve geplaatst worden, ondergaan om de tien jaar :

— ofwel een dichtheidsproef d.m.v. een vloeistof onder de drukking van 1 kg/cm² voor metalen houders en van 0,3 kg/cm² voor houders die vervaardigd zijn uit versterkte warmhardende kunststof,

— ofwel een ultrasoon dichtheidsonderzoek, zoals bepaald in artikel 590, §§ 4 en 5.

Elke periode van tien jaar begint te lopen vanaf de datum van het besluit tot toekenning van de exploitatievergunning of vanaf de datum van de laatste controle.

Art. 634ter/4. De dichtheidsproeven waarvan sprake in artikel 634ter/3 van deze paragraaf worden uitgevoerd door technici die over het geschikte gereedschap beschikken. Voor deze proeven en onderzoeken wordt telkens een proces-verbaal opgemaakt waarin datum, voorwaarden en uitslagen van de proef worden vermeld. Deze documenten worden afgegeven aan de gebruiker die ze ter beschikking stelt van de met het toezicht belaste ambtenaar.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. Overgangsbepalingen

De vóór de inwerkingtreding van dit besluit toegelaten houders die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit sinds meer dan tien jaar geen controle meer hebben ondergaan, moeten in de loop van het jaar na de inwerkingtreding van dit besluit de in de artikelen 2, 3 en 4 bedoelde controles ondergaan.

In afwijking van het vorige lid worden de vóór de inwerkingtreding van dit besluit toegelaten houders van klasse 2 die niet bestemd zijn voor de voorziening van brandstoffen (titel I van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming) en die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit sinds meer dan tien jaar geen controle meer hebben ondergaan, gedurende drie jaar na de inwerkingtreding van dit besluit onderworpen aan de in de artikelen 2, 3 en 4 bedoelde controles.

Art. 7. De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 juli 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN